



La Commune



21 mai : mobilisation en soutien aux postiers du 92 !

Le point sur la grève des postiers du 92

La grève de la Poste du 92 a dépassé les cent jours et est visée par une très forte répression.

1/ Pourquoi un conflit si long ?

- Les revendications

Le conflit est parti du bureau de Rueil-Malmaison, seul bureau de France métropolitaine à n'avoir pas connu de " réorganisation " (suppressions de postes et de tournées) depuis 1999. À la base, il s'agit de demander la titularisation de 4 précaires dont le contrat n'avait pas été renouvelé.

A travers cette revendication, il y a remise en cause du droit d'un employeur à embaucher qui il l'entend. Cela d'autant que la Poste bénéficie des subventions publiques données aux " emplois aidés ". Elle embauche des précaires, touche des aides très conséquentes (293 millions au titre du CICE)... Et recommence avec de nouveaux salariés précaires au lieu de titulariser les premiers. La grève actuelle est donc tournée contre la précarité et les suppressions d'emplois, 2 questions qui heurtent de front la politique de la direction de La Poste et au-delà.

- La convergence

Mais la durée du conflit ne s'explique pas uniquement par ses revendications. Pour La Poste il s'agit aussi d'écraser une équipe militante autour de SUD-Poste 92 et de nos camarades, qui mène une politique qui cherche à dépasser la fragmentation habituelles des luttes postales.

- - des bureaux

Dans les conflits précédents, déjà, plusieurs bureaux s'étaient fédérés. C'est de nouveau le cas cette année. Outre Rueil (en grève à 60 %), ceux de Gennevilliers (50%), Courbevoie (en grève à 30 %) et La Garenne-Colombes - Bois-Colombes (60%) se sont joints à la lutte. Les grévistes sont toujours au moins au nombre de quatre-vingts, avec des pics à plus de deux cents.

- - des métiers et statuts

La grève s'est même étendue pendant quelques jours à d'autres métiers : les colis et les guichets, et elle connaît la participation active de salariés privés d'emploi (les précaires qui ont été virés, autour desquels le conflit a démarré).

- - des départements

Elle a débordé sur un bureau du 78 au début du conflit et maintenant à Paris, où les postiers font régulièrement des interventions. Une coordination Île-de-France a réuni 4 bureaux parisiens et des représentants du 78, 93 et 95, après que l'appel a été diffusé par des camarades du NPA sur 9 bureaux du 75 (sur treize).

- - un lien avec la lutte des intermittents et précaires

Enfin, les grévistes se sont alliés aux intermittents et précaires. Ils ont réalisé ensemble une série d'actions, et ont animé des

cortèges communs dans les manifestations du 12 avril et du 1er mai.

- La politique des directions syndicales

La lutte est dirigée par une AG quotidienne et un comité de grève élu, ce qui ne plaît pas à tout le monde dans les milieux syndicaux. Les directions syndicales ne croient pas à la possibilité de regrouper les bagarres, et les grévistes du 92 ont été quasiment seuls à préparer la coordination parisienne du 6 mai (la prochaine a lieu le 16 mai). 2 représentants SUD 75 qui se sont solidarisés du 92 ont été démandatés alors qu'ils sont visés par des procédures de licenciement. Les grévistes du 92 ont été visés par une violente campagne de diffamation de la Fédération CFDT... ce qui a contribué à isoler la grève.

Cependant, la durée du conflit contribue à le rendre emblématique, et la grève commence à " sortir du ghetto ". D'une part, les soutiens politiques s'élargissent (EELV a signé la pétition de soutien par exemple). Et d'autre part, des possibilités de déclenchement de grèves à Paris sont en train de se matérialiser, ce qui contribuerait à desserrer l'étau.

2/ Mobilisation contre la répression !

La direction de la Poste n'a donc commencé à négocier qu'après 63 jours de grève, quand elle compris qu'elle serait obligée de transiger au moins partiellement sur les revendications. Elle cherche à faire traîner en longueur les négociations. Mais elle mise désormais surtout sur une répression brutale pour écraser l'équipe militante qui mène ce conflit.

Après les précédentes grèves, plusieurs camarades du 92 avaient été mis à pied pendant plusieurs mois. Et certains ont été condamnés par la Justice pour soi-disant " séquestration ", rendant possibles des sanctions internes allant jusqu'au licenciement, en fonction de la future décision de la Cour de Cassation. Sur ce conflit, la répression dépasse le cadre du 92 : 4 militants de SUD 75 qui ont exprimé un soutien à la grève du 92 risquent le licenciement : la commission disciplinaire du premier d'entre eux a voté pour son licenciement mercredi 7 mai.

Gaël est visé par 2 procédures de licenciement : l'une engagée en 2010, suspendue à une décision du TA, et l'autre engagée lors de ce conflit. Mohamed, Patricia, Thibault et Xavier sont eux aussi visés par des procédures de licenciement.

Ce qui est nouveau et qui indique un niveau de répression supérieur et une implication plus directe de l'Etat : la convocation à la sûreté territoriale de cinq grévistes dont Gaël, membre du CE de notre organisation. Ils risquent de la garde à vue et donc des poursuites pénales. Il s'agit à la fois d'une attaque directe contre un secteur combatif du mouvement syndical mais aussi contre notre parti.

Dernière minute : la Poste vient de voter en commission disciplinaire le licenciement pour faute grave de Bruno, syndicaliste de SUD 75 qui ne bénéficie pas du statut de salarié protégé, qui avait eu pour seul tort d'être venu saluer les grévistes du 92 lors d'une occupation de la DOTC Paris Nord. La direction a décidément franchi un cap en matière de répression.

Notre solidarité doit être à la hauteur !

► **La solidarité financière** doit permettre aux grévistes de tenir. C'est également à cela que servent des fêtes quasi hebdomadaires. Envoyez vos chèques à SUD Poste 92, 51 rue Jean Bonal 92250 La Garenne-Colombes, à l'ordre de SUD poste 92, mention " solidarité grévistes " au dos.

► **l'appel-pétition** ("<http://www.change.org/fr/pétitions/sud-poste-92-après-trois-mois-de-grève-soutenons-les-postiers-du-92>) à signer par un maximum de militants et militantes, de personnalités et surtout d'organisations. INDIQUEZ VOTRE "QUALITÉ" (responsabilités syndicales et autres) quand vous signez la pétition en ligne SVP.

► **Pour populariser cette lutte** : inviter les camarades à prendre la parole dans les meetings des européennes, parler d'eux dans les interviews à la presse, donner une place plus proéminente au conflit dans notre système de communication... ***nos porte-paroles, et en particulier Olivier, doivent profiter de leurs passages dans les médias pour populariser le conflit.***

► Les 5 camarades sont convoqués à la Sûreté territoriale le 21 mai. Un rassemblement large aura lieu à 8h30 à Paris devant la Sûreté territoriale pour protester contre la répression. La mobilisation doit être maximale.

Modifié le lundi 12 mai 2014

Voir aussi dans la catégorie France



Urgence, pouvoir d'achat et grève générale

Alors qu'il a urgence à augmenter les salaires, bloquer les prix et les loyers, alors qu'il les crises énergétiques et climatiques explosent, le gouvernement Macron a fait voter au Parlement deux... »



« Ces gens-là »

La ministre des collectivités territoriales, issue des Républicains, a eu par le passé des prises de position qui dénonçaient le mariage pour tous en y voyant “un dessein contre la nature”.... »



Ni le gouvernement ni l'Assemblée ne nous représente !

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » La présidentielle et les législatives en France sont à l'image du chaos politique qui parcourt l'Europe : la... »



Répression, maître-mot de la macronie.



La cinquième république est agonisante. Macron et sa clique vont utiliser le dernier outil en leur possession pour sauver ce qui peut l'être : la répression. Les forces de police, dignes... »



Présidentielles, législatives : Non au front unique des appareils !

Ils veulent TOUS sauver la Ve République et museler la classe ouvrière ! Partis politiques et confédérations syndicales sont désormais unis pour laisser Macron gouverner à son aise et mener ses... »



Alain Krivine

La Commune tient à saluer la mémoire d'Alain Krivine, militant ouvrier et dirigeant historique de la LCR et du NPA, qui a marqué la vie politique de ces 60 dernières années. Nous adressons à sa... »